



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché ( avis rectificatif )

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-1027>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **26-1027**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : VILLE DE NICE

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : TRAVAUX DE CONFORTEMENT DES FALAISES DE LA COLLINE DU CHATEAU

**Description** : La consultation a pour objet : Réalisation des travaux inhérents à la réduction du risque associé aux éboulements rocheux issus des falaises des secteurs 1, 2, 3, 4 et 5 de la Colline du Château de Nice (06) définis de la façon suivante : Secteur 1 : Les Ponchettes Secteur 2 : La Pérouse Secteur 3 : Rauba-Capeu Secteur 4 : Gynemer Secteur 5 : Montée Monfort. La présente consultation est lancée suivant la procédure : Marché à procédure adaptée - article R. 2123-1. du Code de la commande publique

**Identifiant de la procédure** : b38b1c3f-ed0f-4f05-8ee3-bf69954fa70d

**Identifiant interne** : 25V0700

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : La présente consultation est lancée suivant la procédure Marché à procédure adaptée article R2123-1 du Code de la commande publique. La consultation a pour objet : Travaux de confortement des falaise de la colline du château.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45243100 Ouvrages de protection des falaises

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Commune de Nice - Colline du Château - rue des Ponchettes, quai Rauba Capeu, Place Guynemer, Montée Montfort, Monument aux morts

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06364

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Visite sur place obligatoire (cf article 2.7 du Règlement de consultation)

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 2,900,225 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Une visite sur site est obligatoire (cf article 2.7 du Règlement de consultation).

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre** : TRAVAUX DE CONFORTEMENT DES FALAISES DE LA COLLINE DU CHATEAU

**Description** : Marché A prix unitaires Estimation de l'administration : 2 900 225,00 € HT La durée du contrat est fixée à : 3 année. Début du contrat : À la notification du contrat. Le marché comporte une période de préparation : Durée de la période de préparation : 2 mois Début de la période de préparation : Notification du contrat La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45243100 Ouvrages de protection des falaises

**Options** :

**Description des options** : Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Commune de Nice - Colline du Château - rue des Ponchettes, quai Rauba Capeu, Place Guynemer, Montée Montfort, Monument aux morts

**Ville** : NICE

**Code postal** : 06000

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** A/ Visite obligatoire du site (cf article 2.7 du Règlement de consultation) B/ Eléments nécessaires à la sélection des candidatures : - Bureau d'étude et Maîtrise d'oeuvre : Le bureau d'étude qui sera chargé de réaliser les études d'exécution et la mission géotechnique de type G3 dans le cadre du présent marché, s'engage à ne pas répondre, aussi bien en candidature unique qu'en candidature groupée, au marché de maîtrise d'oeuvre relatif au suivi des travaux du présent marché, marché de maîtrise d'oeuvre qui fait l'objet d'une procédure de passation indépendante. - Chiffre d'affaire : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur le dernier exercice disponible en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ce chiffre d'affaire est disponible. -Liste des travaux / Attestations : Présentation d'une liste de travaux effectués au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. - Certificats de qualification professionnelle : Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants au nom de l'entreprise. Pour le détail cf. 6.1.2.1 du RC.

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 3 An

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 2,900,225 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Informations complémentaires :** Visite obligatoire du site (cf article 2.7 du Règlement de consultation)

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :** Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** français

**Adresse des documents de marché :** <https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Variantes** : Non autorisée

**Description de la garantie financière** : Une retenue de garantie de 5.0 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande. L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande. Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves. Enfin, si le titulaire du marché a la qualité de PME, cette retenue est réduite à 3 %.

**Date limite de réception des offres** : 22/01/2026 à 14:00

**Date limite de validité de l'offre** : 8 Mois

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Oui

**Conditions relatives à l'exécution du contrat** : L'acheteur dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'action sociale. L'entreprise attributaire devra réaliser à minima une action qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières. L'article "Conditions d'exécution sociale du marché - Clauses sociales" du CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action. Pour faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, la métropole Nice Côte d'Azur porte un dispositif spécifique d'accompagnement et le met à disposition de ses partenaires. Ce dispositif est identifié à ce même article.

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué** : Le présent contrat pourra être attribué à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques. Si le présent contrat est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Nice

**Informations relatives aux délais de recours :** 1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R.5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn et Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 1521 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 5573 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** VILLE DE NICE

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** VILLE DE NICE

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Nice

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** VILLE DE NICE

**Organisation qui traite les offres :** VILLE DE NICE

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** VILLE DE NICE

**Numéro d'enregistrement :** 21060088800015

**Adresse postale :** 5 rue de l'Hôtel de Ville - 06364 NICE CEDEX 4

**Ville :** Nice

**Code postal :** 06000

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Point de contact :** M Maire

**Adresse électronique :** dpact.pssmarches@nicedotedazur.org

**Téléphone :** 0000000000

**Profil de l'acheteur :** <https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

#### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Nice

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Adresse postale :** 18 avenue des fleurs - CS 61039

**Ville :** Nice Cedex 1

**Code postal :** 06050

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.tanice@juradm.fr

**Adresse internet :** <http://nice.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## Section 10 - Modification

**Version de l'avis antérieur à modifier :** e23400a6-1ac2-4298-8b18-b5de1445af63-01

**Principale raison de la modification :** Mise à jour d'informations

**Description :** Prolongation de la date limite de remise des offres

#### 10.1 Modification

**Identifiant de la section :** LOT-0002

**Description des modifications :** « Date limite de réception des offres : 22/01/2026 à 14:00 » modifié comme suit « Date limite de réception des offres : 03/02/2026 à 14:00 » Le DCE est modifié : ajout du document annexe intitulé « 23-1025-DPRM-Colline Château-SECTEUR 4 », disponible sur le profil acheteur.

**Les documents de marché ont été modifiés le :** 06/01/2026

**Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 3eea7cdb-fc5c-4767-8e72-84ead68da348 - 02

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché – régime assoupli

**Date d'envoi de l'avis** : 06/01/2026 à 15:26

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 06/01/2026